

82 (1967) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1969 Nr. 145

A. TITEL

*Verdrag tot oprichting van de Wereldorganisatie voor de
Intellectuele Eigendom;
Stockholm, 14 juli 1967*

B. TEKST ¹⁾

**Convention instituant l'Organisation Mondiale
de la Propriété Intellectuelle
signée à Stockholm le 14 juillet 1967**

Les Parties contractantes,

Animées du désir de contribuer à une meilleure compréhension et collaboration entre les Etats, pour leur profit mutuel et sur la base du respect de leur souveraineté et égalité,

Désirant, afin d'encourager l'activité créatrice, promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde,

Désirant moderniser et rendre plus efficace l'administration des Unions instituées dans les domaines de la protection de la propriété industrielle et de la protection des œuvres littéraires et artistiques, tout en respectant pleinement l'autonomie de chacune des Unions,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Institution de l'Organisation

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle est instituée par la présente Convention.

Article 2

Définitions

Au sens de la présente Convention, il faut entendre par:

- i) „Organisation”, l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI);
- ii) „Bureau international”, le Bureau international de la propriété intellectuelle;
- iii) „Convention de Paris”, la Convention pour la protection de la propriété industrielle signée le 20 mars 1883, y compris chacun de ses Actes révisés;
- iv) „Convention de Berne”, la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée le 9 septembre 1886, y compris chacun de ses Actes révisés;
- v) „Union de Paris”, l'Union internationale créée par la Convention de Paris;
- vi) „Union de Berne”, l'Union internationale créée par la Convention de Berne;

¹⁾ De Spaanse en de Russische tekst zijn niet afgedrukt.

**Convention Establishing the World Intellectual
Property Organization**
signed at Stockholm on July 14, 1967

The Contracting Parties,

Desiring to contribute to better understanding and cooperation among States for their mutual benefit on the basis of respect for their sovereignty and equality,

Desiring, in order to encourage creative activity, to promote the protection of intellectual property throughout the world,

Desiring to modernize and render more efficient the administration of the Unions established in the fields of the protection of industrial property and the protection of literary and artistic works, while fully respecting the independence of each of the Unions,

Agree as follows:

Article 1

Establishment of the Organization

The World Intellectual Property Organization is hereby established.

Article 2

Definitions

For the purposes of this Convention:

- (i) "Organization" shall mean the World Intellectual Property Organization (WIPO);
- (ii) "International Bureau" shall mean the International Bureau of Intellectual Property;
- (iii) "Paris Convention" shall mean the Convention for the Protection of Industrial Property signed on March 20, 1883, including any of its revisions;
- (iv) "Berne Convention" shall mean the Convention for the Protection of Literary and Artistic Works signed on September 9, 1886, including any of its revisions;
- (v) "Paris Union" shall mean the International Union established by the Paris Convention;
- (vi) "Berne Union" shall mean the International Union established by the Berne Convention;

- vii) „Unions”, l'Union de Paris, les Unions particulières et les Arrangements particuliers établis en relation avec cette Union, l'Union de Berne, ainsi que tout autre engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle dont l'administration est assurée par l'Organisation en vertu de l'article 4. iii);
- viii) „propriété intellectuelle”, les droits relatifs:
- aux œuvres littéraires, artistiques et scientifiques,
 - aux interprétations des artistes interprètes et aux exécutions des artistes exécutants, aux phonogrammes et aux émissions de radiodiffusion,
 - aux inventions dans tous les domaines de l'activité humaine,
 - aux découvertes scientifiques,
 - aux dessins et modèles industriels,
 - aux marques de fabrique, de commerce et de service, ainsi qu'aux noms commerciaux et dénominations commerciales,
 - à la protection contre la concurrence déloyale;
- et tous les autres droits afférents à l'activité intellectuelle dans les domaines industriel, scientifique, littéraire et artistique.

Article 3

But de l'Organisation

L'Organisation a pour but:

- i) de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des Etats, en collaboration, s'il y a lieu, avec toute autre organisation internationale,
- ii) d'assurer la coopération administrative entre les Unions.

Article 4

Fonctions

Aux fins d'atteindre le but défini à l'article 3, l'Organisation, par ses organes compétents et sous réserve de la compétence de chacune des Unions:

- i) s'emploie à promouvoir l'adoption de mesures destinées à améliorer la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde et à mettre en harmonie les législations nationales dans ce domaine;
- ii) assure les services administratifs de l'Union de Paris, des Unions particulières établies en relation avec cette Union et de l'Union de Berne;

- (vii) "Unions" shall mean the Paris Union, the Special Unions and Agreements established in relation with that Union, the Berne Union, and any other international agreement designed to promote the protection of intellectual property whose administration is assumed by the Organization according to Article 4 (iii);
- (viii) "intellectual property" shall include the rights relating to:
- literary, artistic and scientific works,
 - performances of performing artists, phonograms, and broadcasts,
 - inventions in all fields of human endeavor,
 - scientific discoveries,
 - industrial designs,
 - trademarks, service marks, and commercial names and designations,
 - protection against unfair competition,
- and all other rights resulting from intellectual activity in the industrial, scientific, literary or artistic fields.

Article 3

Objectives of the Organization

The objectives of the Organization are:

- (i) to promote the protection of intellectual property throughout the world through cooperation among States and, where appropriate, in collaboration with any other international organization,
- (ii) to ensure administrative cooperation among the Unions.

Article 4

Functions

In order to attain the objectives described in Article 3, the Organization, through its appropriate organs, and subject to the competence of each of the Unions:

- (i) shall promote the development of measures designed to facilitate the efficient protection of intellectual property throughout the world and to harmonize national legislation in this field;
- (ii) shall perform the administrative tasks of the Paris Union, the Special Unions established in relation with that Union, and the Berne Union;

- iii) peut accepter d'assumer l'administration qu'implique la mise en œuvre de tout autre engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle ou de participer à une telle administration;
- iv) encourage la conclusion de tout engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle;
- v) offre sa coopération aux Etats qui lui demandent une assistance technico-juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle;
- vi) rassemble et diffuse toutes informations relatives à la protection de la propriété intellectuelle, effectue et encourage des études dans ce domaine et en publie les résultats;
- vii) assure les services facilitant la protection internationale de la propriété intellectuelle et, le cas échéant, procède à des enregistrements en la matière et publie les indications relatives à ces enregistrements;
- viii) prend toutes autres mesures appropriées.

Article 5

Membres

- 1) Peut devenir membre de l'Organisation tout Etat qui est membre de l'une des Unions telles qu'elles sont définies à l'article 2. vii).
- 2) Peut également devenir membre de l'Organisation tout Etat qui n'est pas membre de l'une des Unions, à la condition:
 - i) qu'il soit membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des Institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'Energie atomique, ou partie au statut de la Cour internationale de Justice, ou
 - ii) qu'il soit invité par l'Assemblée générale à devenir partie à la présente Convention.

Article 6

Assemblée générale

- 1) a) Il est établi une Assemblée générale comprenant les Etats parties à la présente Convention qui sont membres de l'une au moins des Unions.
- b) Le Gouvernement de chaque Etat membre est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
- c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.
- 2) L'Assemblée générale:
 - i) nomme le Directeur général sur présentation du Comité de coordination;

- (iii) may agree to assume, or participate in, the administration of any other international agreement designed to promote the protection of intellectual property;
- (iv) shall encourage the conclusion of international agreements designed to promote the protection of intellectual property;
- (v) shall offer its cooperation to States requesting legal-technical assistance in the field of intellectual property;
- (vi) shall assemble and disseminate information concerning the protection of intellectual property, carry out and promote studies in this field, and publish the results of such studies;
- (vii) shall maintain services facilitating the international protection of intellectual property and, where appropriate, provide for registration in this field and the publication of the data concerning the registrations;
- (viii) shall take all other appropriate action.

Article 5

Membership

- (1) Membership in the Organization shall be open to any State which is a member of any of the Unions as defined in Article 2 (vii).
- (2) Membership in the Organization shall be equally open to any State not a member of any of the Unions, provided that:
 - (i) it is a member of the United Nations, any of the Specialized Agencies brought into relationship with the United Nations, or the International Atomic Energy Agency, or is a party to the Statute of the International Court of Justice, or
 - (ii) it is invited by the General Assembly to become a party to this Convention.

Article 6

General Assembly

- (1) (a) There shall be a General Assembly consisting of the States party to this Convention which are members of any of the Unions.
 - (b) The Government of each State shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.
 - (c) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.
- (2) The General Assembly shall:
 - (i) appoint the Director General upon nomination by the Coordination Committee;

- ii) examine et approuve les rapports du Directeur général relatifs à l'Organisation et lui donne toutes directives nécessaires;
- iii) examine et approuve les rapports et les activités du Comité de coordination et lui donne des directives;
- iv) adopte le budget triennal des dépenses communes aux Unions;
- v) approuve les dispositions proposées par le Directeur général concernant l'administration relative à la mise en œuvre des engagements internationaux visés à l'article 4. iii);
- vi) adopte le règlement financier de l'Organisation;
- vii) détermine les langues de travail du Secrétariat, compte tenu de la pratique des Nations Unies;
- viii) invite à devenir parties à la présente Convention les Etats visés à l'article 5.2) ii);
- ix) décide quels sont les Etats non membres de l'Organisation et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;
- x) s'acquitte de toutes autres tâches utiles dans le cadre de la présente Convention.

3) a) Chaque Etat, qu'il soit membre d'une ou de plusieurs Unions, dispose d'une voix à l'Assemblée générale.

b) La moitié des Etats membres de l'Assemblée générale constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des Etats représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des Etats membres de l'Assemblée générale, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée générale, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux Etats membres de l'Assemblée générale qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre d'Etats qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions des sous-alinéas e) et f), l'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

- (ii) review and approve the reports of the Director General concerning the Organization and give him all necessary instructions;
- (iii) review and approve the reports and activities of the Coordination Committee and give instructions to such Committee;
- (iv) adopt the triennial budget of expenses common to the Unions;
- (v) approve the measures proposed by the Director General concerning the administration of the international agreements referred to in Article 4 (iii);
- (vi) adopt the financial regulations of the Organization;
- (vii) determine the working languages of the Secretariat, taking into consideration the practice of the United Nations;
- (viii) invite States referred to under Article 5 (2) (ii) to become party to this Convention;
- (ix) determine which States not Members of the Organization and which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;
- (x) exercise such other functions as are appropriate under this Convention.

(3) (a) Each State, whether member of one or more Unions, shall have one vote in the General Assembly.

(b) One-half of the States members of the General Assembly shall constitute a quorum.

(c) Notwithstanding the provisions of subparagraph (b), if, in any session, the number of States represented is less than one-half but equal to or more than one-third of the States members of the General Assembly, the General Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the following conditions are fulfilled. The International Bureau shall communicate the said decisions to the States members of the General Assembly which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiration of this period, the number of States having thus expressed their vote or abstention attains the number of States which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

(d) Subject to the provisions of subparagraphs (e) and (f), the General Assembly shall make its decisions by a majority of two-thirds of the votes cast.

e) L'acceptation des dispositions concernant l'administration relative à la mise en œuvre des engagements internationaux visés à l'article 4. iii) requiert la majorité des trois quarts des votes exprimés.

f) L'approbation d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies en conformité avec les dispositions des articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies requiert la majorité des neuf dixièmes des votes exprimés.

g) La nomination du Directeur général (alinéa 2) i)), l'approbation des dispositions proposées par le Directeur général concernant l'administration relative à la mise en œuvre des engagements internationaux (alinéa 2) v)) et le transfert du siège (article 10) requièrent la majorité prévue, non seulement dans l'Assemblée générale, mais également dans l'Assemblée de l'Union de Paris et dans l'Assemblée de l'Union de Berne.

h) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

i) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) a) L'Assemblée générale se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général.

b) L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire sur convocation du Directeur général à la demande du Comité de coordination ou à la demande d'un quart des Etats membres de l'Assemblée générale.

c) Les réunions se tiennent au siège de l'Organisation.

5) Les Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions sont admis aux réunions de l'Assemblée générale en qualité d'observateurs.

6) L'Assemblée générale établit son règlement intérieur.

Article 7

Conférence

1) a) Il est établi une Conférence comprenant les Etats parties à la présente Convention, qu'ils soient ou non membres de l'une des Unions.

b) Le Gouvernement de chaque Etat est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) La Conférence:

i) discute des questions d'intérêt général dans le domaine de la propriété intellectuelle et peut adopter des recommandations relativement à ces questions, tout en respectant la compétence et l'autonomie des Unions;

(e) The approval of measures concerning the administration of international agreements referred to in Article 4 (iii) shall require a majority of three-fourths of the votes cast.

(f) The approval of an agreement with the United Nations under Articles 57 and 63 of the Charter of the United Nations shall require a majority of nine-tenths of the votes cast.

(g) For the appointment of the Director General (paragraph (2) (i)), the approval of measures proposed by the Director General concerning the administration of international agreements (paragraph (2) (v)), and the transfer of headquarters (Article 10), the required majority must be attained not only in the General Assembly but also in the Assembly of the Paris Union and the Assembly of the Berne Union.

(h) Abstentions shall not be considered as votes.

(i) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.

(4) (a) The General Assembly shall meet once in every third calendar year in ordinary session, upon convocation by the Director General.

(b) The General Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General either at the request of the Coordination Committee or at the request of one-fourth of the States members of the General Assembly.

(c) Meetings shall be held at the headquarters of the Organization.

(5) States party to this Convention which are not members of any of the Unions shall be admitted to the meetings of the General Assembly as observers.

(6) The General Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 7

Conference

(1) (a) There shall be a Conference consisting of the States party to this Convention whether or not they are members of any of the Unions.

(b) The Government of each State shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(c) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.

(2) The Conference shall:

- (i) discuss matters of general interest in the field of intellectual property and may adopt recommendations relating to such matters, having regard for the competence and autonomy of the Unions;

- ii) adopte le budget triennal de la Conférence;
 - iii) établit, dans les limites de ce budget, le programme triennal d'assistance technico-juridique;
 - iv) adopte les modifications à la présente Convention selon la procédure définie à l'article 17;
 - v) décide quels sont les Etats non membres de l'Organisation et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;
 - vi) s'acquitte de toutes autres tâches utiles dans le cadre de la présente Convention.
- 3) a) Chaque Etat membre dispose d'une voix à la Conférence.
 - b) Le tiers des Etats membres constitue le quorum.
 - c) Sous réserve des dispositions de l'article 17, la Conférence prend ses décisions à la majorité des deux tiers des votes exprimés.
 - d) Le montant des contributions des Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions est fixé par un vote auquel seuls les délégués de ces Etats ont le droit de participer.
 - e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
 - f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.
- 4) a) La Conférence se réunit en session ordinaire sur convocation du Directeur général pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale.
 - b) La Conférence se réunit en session extraordinaire sur convocation du Directeur général à la demande de la majorité des Etats membres.
- 5) La Conférence établit son règlement intérieur.

Article 8

Comité de coordination

- 1) a) Il est établi un Comité de coordination comprenant les Etats parties à la présente Convention qui sont membres du Comité exécutif de l'Union de Paris, du Comité exécutif de l'Union de Berne ou de l'un et l'autre de ces deux Comités exécutifs. Toutefois, si l'un de ces Comités exécutifs comprend plus du quart des pays membres de l'Assemblée qui l'a élu, ledit Comité désigne, parmi ses membres, les Etats qui seront membres du Comité de coordination, de telle sorte que leur nombre n'excède pas le quart susvisé, étant entendu que le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de ce quart.

- (ii) adopt the triennial budget of the Conference;
 - (iii) within the limits of the budget of the Conference, establish the triennial program of legal-technical assistance;
 - (iv) adopt amendments to this Convention as provided in Article 17;
 - (v) determine which States not Members of the Organization and which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;
 - (vi) exercise such other functions as are appropriate under this Convention.
- (3) (a) Each Member State shall have one vote in the Conference.
- (b) One-third of the Member States shall constitute a quorum.
- (c) Subject to the provisions of Article 17, the Conference shall make its decisions by a majority of two-thirds of the votes cast.
- (d) The amounts of the contributions of States party to this Convention not members of any of the Unions shall be fixed by a vote in which only the delegates of such States shall have the right to vote.
- (e) Abstentions shall not be considered as votes.
- (f) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.
- (4) (a) The Conference shall meet in ordinary session, upon convocation by the Director General, during the same period and at the same place as the General Assembly.
- (b) The Conference shall meet in extraordinary session, upon convocation by the Director General, at the request of the majority of the Member States.
- (5) The Conference shall adopt its own rules of procedure.

Article 8

Coordination Committee

- (1) (a) There shall be a Coordination Committee consisting of the States party to this Convention which are members of the Executive Committee of the Paris Union, or the Executive Committee of the Berne Union, or both. However, if either of these Executive Committees is composed of more than one-fourth of the number of the countries members of the Assembly which elected it, then such Executive Committee shall designate from among its members the States which will be members of the Coordination Committee, in such a way that their number shall not exceed the one-fourth referred to above, it being understood that the country on the territory of which the Organization has its headquarters shall not be included in the computation of the said one-fourth.

b) Le Gouvernement de chaque Etat membre du Comité de coordination est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Lorsque le Comité de coordination examine soit des questions intéressant directement le programme ou le budget de la Conférence et son ordre du jour, soit des propositions de modification de la présente Convention de nature à affecter les droits ou obligations des Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions, un quart de ces Etats participent aux réunions du Comité de coordination avec les mêmes droits que les membres de ce Comité. La Conférence élit à chaque session ordinaire les Etats appelés à participer à de telles réunions.

d) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) Si les autres Unions administrées par l'Organisation désirent être représentées en tant que telles au sein du Comité de coordination, leurs représentants doivent être désignés parmi les Etats membres du Comité de coordination.

3) Le Comité de coordination:

- i) donne des avis aux organes des Unions, à l'Assemblée générale, à la Conférence et au Directeur général sur toutes les questions administratives et financières et sur toutes autres questions d'intérêt commun soit à deux ou plusieurs Unions, soit à une ou plusieurs Unions et à l'Organisation, et notamment sur le budget des dépenses communes aux Unions;
- ii) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée générale;
- iii) prépare le projet d'ordre du jour et les projets de programme et de budget de la Conférence;
- iv) se prononce, sur la base du budget triennal des dépenses communes des Unions et du budget triennal de la Conférence, ainsi que sur la base du programme triennal d'assistance technico-juridique, sur les budgets et programmes annuels correspondants;
- v) à l'expiration des fonctions du Directeur général, ou en cas de vacance de ce poste, propose le nom d'un candidat en vue de sa nomination à ce poste par l'Assemblée générale; si l'Assemblée générale ne nomme pas le candidat qu'il a présenté, le Comité de coordination présente un autre candidat; la même procédure est reprise jusqu'à la nomination par l'Assemblée générale du dernier candidat présenté;
- vi) si une vacance du poste de Directeur général survient entre deux sessions de l'Assemblée générale, nomme un Directeur général par intérim pour la durée précédant l'entrée en fonctions du nouveau Directeur général;

(b) The Government of each State member of the Coordination Committee shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(c) Whenever the Coordination Committee considers either matters of direct interest to the program or budget of the Conference and its agenda, or proposals for the amendment of this Convention which would affect the rights or obligations of States party to this Convention not members of any of the Unions, one-fourth of such States shall participate in the meetings of the Coordination Committee with the same rights as members of that Committee. The Conference shall, at each of its ordinary sessions, designate these States.

(d) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.

(2) If the other Unions administered by the Organization wish to be represented as such in the Coordination Committee, their representatives must be appointed from among the States members of the Coordination Committee.

(3) The Coordination Committee shall:

- (i) give advice to the organs of the Unions, the General Assembly, the Conference, and the Director General, on all administrative, financial and other matters of common interest either to two or more of the Unions, or to one or more of the Unions and the Organization, and in particular on the budget of expenses common to the Unions;
- (ii) prepare the draft agenda of the General Assembly;
- (iii) prepare the draft agenda and the draft program and budget of the Conference;
- (iv) on the basis of the triennial budget of expenses common to the Unions and the triennial budget of the Conference, as well as on the basis of the triennial program of legal-technical assistance, establish the corresponding annual budgets and programs;
- (v) when the term of office of the Director General is about to expire, or when there is a vacancy in the post of the Director General, nominate a candidate for appointment to such position by the General Assembly; if the General Assembly does not appoint its nominee, the Coordination Committee shall nominate another candidate; this procedure shall be repeated until the latest nominee is appointed by the General Assembly;
- (vi) if the post of the Director General becomes vacant between two sessions of the General Assembly, appoint an Acting Director General for the term preceding the assuming of office by the new Director General;

- vii) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.
- 4) a) Le Comité de coordination se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Directeur général. Il se réunit en principe au siège de l'Organisation.
- b) Le Comité de coordination se réunit en session extra-ordinaire, sur convocation adressée par le Directeur général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.
- 5) a) Chaque Etat, qu'il soit membre de l'un seulement des deux Comités exécutifs mentionnés à l'alinéa 1) a) ou de ces deux Comités, dispose d'une seule voix au Comité de coordination.
- b) La moitié des membres du Comité de coordination constitue le quorum.
- c) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.
- 6) a) Le Comité de coordination exprime ses avis et prend ses décisions à la majorité simple des votes exprimés. L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
- b) Même si une majorité simple est obtenue, tout membre du Comité de coordination peut, immédiatement après le vote, demander qu'il soit procédé de la manière suivante à un décompte spécial des votes: deux listes distinctes seront établies, sur lesquelles figurent respectivement les noms des Etats membres du Comité exécutif de l'Union de Paris et ceux des Etats membres du Comité exécutif de l'Union de Berne; le vote de chaque Etat sera inscrit en regard de son nom sur chacune des listes où il figure. Dans le cas où ce décompte spécial indiquerait que la majorité simple n'est pas obtenue dans chacune de ces listes, la proposition ne serait pas considérée comme adoptée.
- 7) Tout Etat membre de l'Organisation qui n'est pas membre du Comité de coordination peut être représenté aux réunions de ce Comité par des observateurs, avec le droit de participer aux délibérations, mais sans droit de vote.
- 8) Le Comité de coordination établit son règlement intérieur.

Article 9

Bureau international

- 1) Le Bureau international constitue le secrétariat de l'Organisation.
- 2) Le Bureau international est dirigé par le Directeur général assisté de deux ou plusieurs Vice-directeurs généraux.

- (vii) perform such other functions as are allocated to it under this Convention.
- (4) (a) The Coordination Committee shall meet once every year in ordinary session, upon convocation by the Director General. It shall normally meet at the headquarters of the Organization.
- (b) The Coordination Committee shall meet in extraordinary session, upon convocation by the Director General, either on his own initiative, or at the request of its Chairman or one-fourth of its members.
- (5) (a) Each State, whether a member of one or both of the Executive Committees referred to in paragraph (1) (a), shall have one vote in the Coordination Committee.
- (b) One-half of the members of the Coordination Committee shall constitute a quorum.
- (c) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.
- (6) (a) The Coordination Committee shall express its opinions and make its decisions by a simple majority of the votes cast. Abstentions shall not be considered as votes.
- (b) Even if a simple majority is obtained, any member of the Coordination Committee may, immediately after the vote, request that the votes be the subject of a special recount in the following manner: two separate lists shall be prepared, one containing the names of the States members of the Executive Committee of the Paris Union and the other the names of the States members of the Executive Committee of the Berne Union; the vote of each State shall be inscribed opposite its name in each list in which it appears. Should this special recount indicate that a simple majority has not been obtained in each of those lists, the proposal shall not be considered as carried.
- (7) Any State Member of the Organization which is not a member of the Coordination Committee may be represented at the meetings of the Committee by observers having the right to take part in the debates but without the right to vote.
- (8) The Coordination Committee shall establish its own rules of procedure.

Article 9

International Bureau

- (1) The International Bureau shall be the Secretariat of the Organization.
- (2) The International Bureau shall be directed by the Director General, assisted by two or more Deputy Directors General.

3) Le Directeur général est nommé pour une période déterminée, qui ne peut être inférieure à six ans. Sa nomination peut être renouvelée pour des périodes déterminées. La durée de la première période et celle des périodes suivantes éventuelles, ainsi que toutes autres conditions de sa nomination, sont fixées par l'Assemblée générale.

4) a) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

b) Il représente l'Organisation.

c) Il rend compte à l'Assemblée générale et se conforme à ses directives en ce qui concerne les affaires intérieures et extérieures de l'Organisation.

5) Le Directeur général prépare les projets de budget et de programme, ainsi que les rapports périodiques d'activité. Il les transmet aux Gouvernements des Etats intéressés, ainsi qu'aux organes compétents des Unions et de l'Organisation.

6) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée générale, de la Conférence, du Comité de coordination, ainsi que de tout autre comité ou groupe de travail. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

7) Le Directeur général nomme le personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau international. Il nomme les Vice-directeurs généraux après approbation du Comité de coordination. Les conditions d'emploi sont fixées par le Statut du personnel qui doit être approuvé par le Comité de coordination, sur proposition du Directeur général. La nécessité de s'assurer les services d'agents éminemment qualifiés en raison de leur efficacité, de leur compétence et de leur intégrité doit être la considération dominante dans le recrutement et la détermination des conditions d'emploi des membres du personnel. Il sera dûment tenu compte de l'importance d'assurer ce recrutement sur une base géographique aussi large que possible.

8) Les fonctions du Directeur général et des membres du personnel sont de caractère strictement international. Dans l'exercice de leurs fonctions, ceux-ci ne doivent solliciter ou recevoir d'instructions d'aucun Gouvernement ou d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général et des membres du personnel et à ne pas chercher à influencer ceux-ci dans l'exécution de leurs fonctions.

(3) The Director General shall be appointed for a fixed term, which shall be not less than six years. He shall be eligible for reappointment for fixed terms. The periods of the initial appointment and possible subsequent appointments, as well as all other conditions of the appointment, shall be fixed by the General Assembly.

(4) (a) The Director General shall be the chief executive of the Organization.

(b) He shall represent the Organization.

(c) He shall report to, and conform to the instructions of, the General Assembly as to the internal and external affairs of the Organization.

(5) The Director General shall prepare the draft programs and budgets and periodical reports on activities. He shall transmit them to the Governments of the interested States and to the competent organs of the Unions and the Organization.

(6) The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the General Assembly, the Conference, the Coordination Committee, and any other committee or working group. The Director General or a staff member designated by him shall be ex officio secretary of these bodies.

(7) The Director General shall appoint the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the International Bureau. He shall appoint the Deputy Directors General after approval by the Coordination Committee. The conditions of employment shall be fixed by the staff regulations to be approved by the Coordination Committee on the proposal of the Director General. The paramount consideration in the employment of the staff and in the determination of the conditions of service shall be the necessity of securing the highest standards of efficiency, competence, and integrity. Due regard shall be paid to the importance of recruiting the staff on as wide a geographical basis as possible.

(8) The nature of the responsibilities of the Director General and of the staff shall be exclusively international. In the discharge of their duties they shall not seek or receive instructions from any Government or from any authority external to the Organization. They shall refrain from any action which might prejudice their position as international officials. Each Member State undertakes to respect the exclusively international character of the responsibilities of the Director General and the staff, and not to seek to influence them in the discharge of their duties.

Article 10

Siège

- 1) Le siège de l'Organisation est fixé à Genève.
- 2) Son transfert peut être décidé dans les conditions prévues à l'article 6.3) d) et g).

Article 11

Finances

- 1) L'Organisation a deux budgets distincts: le budget des dépenses communes aux Unions et le budget de la Conférence.
- 2) a) Le budget des dépenses communes aux Unions contient les prévisions de dépenses présentant un intérêt pour plusieurs Unions.
b) Ce budget est financé par les ressources suivantes:
 - i) les contributions des Unions, étant entendu que le montant de la contribution de chaque Union est fixé par l'Assemblée de cette Union, compte tenu de la mesure dans laquelle les dépenses communes sont effectuées dans l'intérêt de ladite Union;
 - ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international qui ne sont pas en rapport direct avec l'une des Unions ou qui ne sont pas perçues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l'assistance technico-juridique;
 - iii) le produit de la vente des publications du Bureau international qui ne concernent pas directement l'une des Unions, et les droits afférents à ces publications;
 - iv) les dons, legs et subventions dont bénéficie l'Organisation, à l'exception de ceux visés à l'alinéa 3) b) iv);
 - v) les loyers, intérêts et autres revenus divers de l'Organisation.
- 3) a) Le budget de la Conférence contient les prévisions de dépenses pour la tenue des sessions de la Conférence et pour le programme d'assistance technico-juridique.
b) Ce budget est financé par les ressources suivantes:
 - i) les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions;
 - ii) les sommes éventuellement mises à la disposition de ce budget par les Unions, étant entendu que le montant de la somme mise à disposition par chaque Union est fixé par l'Assemblée de cette Union et que chaque Union est libre de ne pas contribuer à ce budget;

Article 10

Headquarters

- (1) The headquarters of the Organization shall be at Geneva.
- (2) Its transfer may be decided as provided for in Article 6 (3) (d) and (g).

Article 11

Finances

- (1) The Organization shall have two separate budgets: the budget of expenses common to the Unions, and the budget of the Conference.
- (2) (a) The budget of expenses common to the Unions shall include provision for expenses of interest to several Unions.
(b) This budget shall be financed from the following sources:
 - (i) contributions of the Unions, provided that the amount of the contribution of each Union shall be fixed by the Assembly of that Union, having regard to the interest the Union has in the common expenses;
 - (ii) charges due for services performed by the International Bureau not in direct relation with any of the Unions or not received for services rendered by the International Bureau in the field of legal-technical assistance;
 - (iii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau not directly concerning any of the Unions;
 - (iv) gifts, bequests, and subventions, given to the Organization, except those referred to in paragraph (3) (b) (iv);
 - (v) rents, interests, and other miscellaneous income, of the Organization.
- (3) (a) The budget of the Conference shall include provision for the expenses of holding sessions of the Conference and for the cost of the legal-technical assistance program.
(b) This budget shall be financed from the following sources:
 - (i) contributions of States party to this Convention not members of any of the Unions;
 - (ii) any sums made available to this budget by the Unions, provided that the amount of the sum made available by each Union shall be fixed by the Assembly of that Union and that each Union shall be free to abstain from contributing to the said budget;

- iii) les sommes perçues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l'assistance technico-juridique;
- iv) les dons, legs et subventions dont bénéficie l'Organisation aux fins visées au sous-alinéa a).

4) a) Pour déterminer sa part contributive dans le budget de la Conférence, chacun des Etats parties à la présente Convention qui n'est pas membre de l'une des Unions est rangé dans une classe et paie ses contributions annuelles sur la base d'un nombre d'unités fixé comme suit:

Classe A	10
Classe B	3
Classe C	1

b) Chacun de ces Etats, au moment où il accomplit l'un des actes prévus à l'article 14. 1), indique la classe dans laquelle il désire être rangé. Il peut changer de classe. S'il choisit une classe inférieure, l'Etat doit en faire part à la Conférence lors d'une de ses sessions ordinaires. Un tel changement prend effet au début de l'année civile suivant ladite session.

c) La contribution annuelle de chacun de ces Etats consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions au budget de la Conférence de tous ces Etats est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble de ces Etats.

d) Les contributions sont dues au 1er janvier de chaque année.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Tout Etat partie à la présente Convention qui n'est membre d'aucune des Unions et qui est en retard dans le paiement de ses contributions compte tenu des dispositions du présent article, de même que tout Etat partie à la présente Convention qui est membre de l'une des Unions et qui est en retard dans le paiement de ses contributions au titre de cette Union, ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Organisation dont il est membre, si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel Etat peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l'assistance technico-juridique

- (iii) sums received for services rendered by the International Bureau in the field of legal-technical assistance;
- (iv) gifts, bequests, and subventions, given to the Organization for the purposes referred to in subparagraph (a).

(4) (a) For the purpose of establishing its contribution towards the budget of the Conference, each State party to this Convention not member of any of the Unions shall belong to a class, and shall pay its annual contributions on the basis of a number of units fixed as follows:

Class A	10
Class B	3
Class C	1

(b) Each such State shall, concurrently with taking action as provided in Article 14 (1), indicate the class to which it wishes to belong. Any such State may change class. If it chooses a lower class, the State must announce it to the Conference at one of its ordinary sessions. Any such change shall take effect at the beginning of the calendar year following the session.

(c) The annual contribution of each such State shall be an amount in the same proportion to the total sum to be contributed to the budget of the Conference by all such States as the number of its units is to the total of the units of all the said States.

(d) Contributions shall become due on the first of January of each year.

(e) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, the budget shall be at the same level as the budget of the previous year, in accordance with the financial regulations.

(5) Any State party to this Convention not member of any of the Unions which is in arrears in the payment of its financial contributions under the present Article, and any State party to this Convention member of any of the Unions which is in arrears in the payment of its contributions to any of the Unions, shall have no vote in any of the bodies of the Organization of which it is a member, if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. However, any of these bodies may allow such a State to continue to exercise its vote in that body if, and as long as, it is satisfied that the delay in payment arises from exceptional and unavoidable circumstances.

(6) The amount of the fees and charges due for services rendered by the International Bureau in the field of legal-technical assistance shall be

est fixé par le Directeur général, qui fait rapport au Comité de coordination.

7) L'Organisation peut, avec l'approbation du Comité de coordination, recevoir tous dons, legs et subventions provenant directement de gouvernements, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers.

8) a) L'Organisation possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par les Unions et par chaque Etat partie à la présente Convention qui n'est pas membre de l'une des Unions. Si le fonds devient insuffisant, son augmentation est décidée.

b) Le montant du versement unique de chaque Union et sa participation éventuelle à toute augmentation sont décidés par son Assemblée.

c) Le montant du versement unique de chaque Etat partie à la présente Convention qui n'est pas membre d'une Union, et sa participation à toute augmentation, sont proportionnels à la contribution de cet Etat pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée. La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par la Conférence, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination.

9) a) L'accord de siège conclu avec l'Etat sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, cet Etat accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre l'Etat en cause et l'Organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, cet Etat dispose *ex officio* d'un siège au Comité de coordination.

b) L'Etat visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances, moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

10) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement financier, par un ou plusieurs Etats membres ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée générale.

Article 12

Capacité juridique; privilèges et immunités

1) L'Organisation jouit, sur le territoire de chaque Etat membre, conformément aux lois de cet Etat, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

established, and shall be reported to the Coordination Committee, by the Director General.

(7) The Organisation, with the approval of the Coordination Committee, may receive gifts, bequests, and subventions, directly from Governments, public or private institutions, associations or private persons.

(8) (a) The Organization shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by the Unions and by each State party to this Convention not member of any Union. If the fund becomes insufficient, it shall be increased.

(b) The amount of the single payment of each Union and its possible participation in any increase shall be decided by its Assembly.

(c) The amount of the single payment of each State party to this Convention not member of any Union and its part in any increase shall be a proportion of the contribution of that State for the year in which the fund is established or the increase decided. The proportion and the terms of payment shall be fixed by the Conference on the proposal of the Director General and after it has heard the advice of the Coordination Committee.

(9) (a) In the headquarters agreement concluded with the State on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such State shall grant advances. The amount of these advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such State and the Organization. As long as it remains under the obligation to grant advances, such State shall have an ex officio seat on the Coordination Committee.

(b) The State referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(10) The auditing of the accounts shall be effected by one or more Member States, or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the General Assembly.

Article 12

Legal Capacity; Privileges and Immunities

(1) The Organization shall enjoy on the territory of each Member State, in conformity with the laws of that State, such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of the Organization's objectives and for the exercise of its functions.

2) L'Organisation conclut un accord de siège avec la Confédération suisse et avec tout autre Etat où le siège pourrait être fixé par la suite.

3) L'Organisation peut conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les autres Etats membres pour s'assurer, ainsi qu'à ses fonctionnaires et aux représentants de tous les Etats membres, la jouissance des privilèges et immunités nécessaires pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

4) Le Directeur général peut négocier, et après approbation du Comité de coordination, conclut et signe au nom de l'Organisation les accords visés aux alinéas 2) et 3).

Article 13

Relations avec d'autres organisations

1) L'Organisation, si elle l'estime opportun, établit des relations de travail et coopère avec d'autres organisations intergouvernementales. Tout accord général passé à cet effet avec ces organisations est conclu par le Directeur général, après approbation du Comité de coordination.

2) L'Organisation peut prendre, pour les questions de sa compétence, toutes dispositions appropriées en vue de la consultation des organisations internationales non gouvernementales et, sous réserve du consentement des Gouvernements intéressés, des organisations nationales gouvernementales ou non gouvernementales, ainsi qu'en vue de toute coopération avec lesdites organisations. De telles dispositions sont prises par le Directeur général, après approbation du Comité de coordination.

Article 14

Modalités selon lesquelles les Etats peuvent devenir parties à la Convention

1) Les Etats visés à l'article 5 peuvent devenir parties à la présente Convention et membres de l'Organisation par :

- i) leur signature sans réserve de ratification, ou
- ii) leur signature sous réserve de ratification, suivie du dépôt de l'instrument de ratification, ou
- iii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, un Etat partie à la Convention de Paris, à la Convention de Berne ou à ces deux Conventions, ne peut devenir partie à la présente Convention qu'en devenant simultanément partie, ou qu'après être devenu partie antérieurement, par ratification ou adhésion

(2) The Organization shall conclude a headquarters agreement with the Swiss Confederation and with any other State in which the headquarters may subsequently be located.

(3) The Organization may conclude bilateral or multilateral agreements with the other Member States with a view to the enjoyment by the Organization, its officials, and representatives of all Member States, of such privileges and immunities as may be necessary for the fulfilment of its objectives and for the exercise of its functions.

(4) The Director General may negotiate and, after approval by the Coordination Committee, shall conclude and sign on behalf of the Organization the agreements referred to in paragraphs (2) and (3).

Article 13

Relations with Other Organizations

(1) The Organization shall, where appropriate, establish working relations and cooperate with other intergovernmental organizations. Any general agreement to such effect entered into with such organizations shall be concluded by the Director General after approval by the Coordination Committee.

(2) The Organization may, on matters within its competence, make suitable arrangements for consultation and cooperation with international non-governmental organizations and, with the consent of the Governments concerned, with national organizations, governmental or non-governmental. Such arrangements shall be made by the Director General after approval by the Coordination Committee.

Article 14

Becoming Party to the Convention

(1) States referred to in Article 5 may become party to this Convention and Member of the Organization by:

- (i) signature without reservation as to ratification, or
- (ii) signature subject to ratification followed by the deposit of an instrument of ratification, or
- (iii) deposit of an instrument of accession.

(2) Notwithstanding any other provision of this Convention, a State party to the Paris Convention, the Berne Convention, or both Conventions, may become party to this Convention only if it concurrently ratifies or accedes to, or only after it has ratified or acceded to:

soit à l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris dans sa totalité ou avec la seule limitation prévue par l'article 20.1) b) i) dudit Acte, soit à l'Acte de Stockholm de la Convention de Berne dans sa totalité ou avec la seule limitation prévue par l'article 28.1) b) i) dudit Acte.

3) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

Article 15

Entrée en vigueur de la Convention

1) La présente Convention entre en vigueur trois mois après que dix Etats membres de l'Union de Paris et sept Etats membres de l'Union de Berne ont accompli l'un des actes prévus à l'article 14.1), étant entendu que tout Etat membre des deux Unions est compté dans les deux groupes. A cette date, la présente Convention entre également en vigueur à l'égard des Etats qui, n'étant membres d'aucune des deux Unions, ont accompli, trois mois ou plus avant ladite date, l'un des actes prévus à l'article 14. 1).

2) A l'égard de tout autre Etat, la présente Convention entre en vigueur trois mois après la date à laquelle cet Etat a accompli l'un des actes prévus à l'article 14.1).

Article 16

Réserves

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 17

Modifications

1) Des propositions de modification à la présente Convention peuvent être présentées par tout Etat membre, par le Comité de coordination ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux Etats membres six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de la Conférence.

2) Toute modification est adoptée par la Conférence. S'il s'agit de modifications de nature à affecter les droits et obligations des Etats parties à la présente Convention qui ne sont membres d'aucune des Unions, ces Etats participent également au scrutin. Les Etats parties à la présente Convention qui sont membres de l'une au moins des Unions sont seuls habilités à voter sur toutes propositions relatives à d'autres modifications. Les modifications sont adoptées à la majorité simple des votes exprimés, étant entendu que la Conférence ne vote que sur les propositions de modification adoptées au préalable par l'Assemblée de

either the Stockholm Act of the Paris Convention in its entirety or with only the limitation set forth in Article 20 (1) (b) (i) thereof, or the Stockholm Act of the Berne Convention in its entirety or with only the limitation set forth in Article 28 (1) (b) (i) thereof.

(3) Instruments of ratification or accession shall be deposited with the Director General.

Article 15

Entry into Force of the Convention

(1) This Convention shall enter into force three months after ten States members of the Paris Union and seven States members of the Berne Union have taken action as provided in Article 14 (1), it being understood that, if a State is a member of both Unions, it will be counted in both groups. On that date, this Convention shall enter into force also in respect of States which, not being members of either of the two Unions, have taken action as provided in Article 14 (1) three months or more prior to that date.

(2) In respect to any other State, this Convention shall enter into force three months after the date on which such State takes action as provided in Article 14 (1).

Article 16

Reservations

No reservations to this Convention are permitted.

Article 17

Amendments

(1) Proposals for the amendment of this Convention may be initiated by any Member State, by the Coordination Committee, or by the Director General. Such proposals shall be communicated by the Director General to the Member States at least six months in advance of their consideration by the Conference.

(2) Amendments shall be adopted by the Conference. Whenever amendments would affect the rights and obligations of States party to this Convention not members of any of the Unions, such States shall also vote. On all other amendments proposed, only States party to this Convention members of any Union shall vote. Amendments shall be adopted by a simple majority of the votes cast, provided that the Conference shall vote only on such proposals for amendments as have previously been adopted by the Assembly of the Paris Union and the Assembly of the Berne Union according to the rules applicable in each of

l'Union de Paris et l'Assemblée de l'Union de Berne selon les règles applicables dans chacune d'elles à la modification des dispositions administratives de leurs Conventions respectives.

3) Toute modification entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats qui étaient membres de l'Organisation, et avaient le droit de vote sur la modification proposée aux termes de l'alinéa 2), au moment où la modification a été adoptée par la Conférence. Toute modification ainsi acceptée lie tous les Etats qui sont membres de l'Organisation au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui accroît les obligations financières des Etats membres ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Article 18

Dénonciation

1) Tout Etat membre peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet six mois après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification.

Article 19

Notifications

Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les Etats membres:

- i) la date d'entrée en vigueur de la Convention;
- ii) les signatures et dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion;
- iii) les acceptations de modifications de la présente Convention et la date à laquelle ces modifications entrent en vigueur;
- iv) les dénonciations de la présente Convention.

Article 20

Dispositions protocolaires

1) a) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, ces textes faisant également foi; elle est déposée auprès du Gouvernement de la Suède.

b) La présente Convention reste ouverte à la signature à Stockholm jusqu'au 13 janvier 1968.

them regarding the adoption of amendments to the administrative provisions of their respective Conventions.

(3) Any amendment shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three-fourths of the States Members of the Organization, entitled to vote on the proposal for amendment pursuant to paragraph (2), at the time the Conference adopted the amendment. Any amendments thus accepted shall bind all the States which are Members of the Organization at the time the amendment enters into force or which become Members at a subsequent date, provided that any amendment increasing the financial obligations of Member States shall bind only those States which have notified their acceptance of such amendment.

Article 18

Denunciation

(1) Any Member State may denounce this Convention by notification addressed to the Director General.

(2) Denunciation shall take effect six months after the day on which the Director General has received the notification.

Article 19

Notifications

The Director General shall notify the Governments of all Member States of:

- (i) the date of entry into force of the Convention,
- (ii) signatures and deposits of instruments of ratification or accession,
- (iii) acceptances of an amendment to this Convention, and the date upon which the amendment enters into force,
- (iv) denunciations of this Convention.

Article 20

Final Provisions

(1) (a) This Convention shall be signed in a single copy in English, French, Russian and Spanish, all texts being equally authentic, and shall be deposited with the Government of Sweden.

(b) This Convention shall remain open for signature at Stockholm until January 13, 1968.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, italienne et portugaise et dans les autres langues que la Conférence pourra indiquer.

3) Le Directeur général transmet deux copies certifiées conformes de la présente Convention et de toute modification adoptée par la Conférence aux Gouvernements des Etats membres des Unions de Paris ou de Berne, au Gouvernement de tout autre Etat lorsqu'il adhère à la présente Convention et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande. Les copies du texte signé de la Convention qui sont transmises aux Gouvernements sont certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède.

4) Le Directeur général fait enregistrer la présente Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 21

Clauses transitoires

1) Jusqu'à l'entrée en fonction du premier Directeur général, les références, dans la présente Convention, au Bureau international ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique (également dénommés Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI)), ou à leur Directeur.

2) a) Les Etats qui sont membres de l'une des Unions, mais qui ne sont pas encore devenus parties à la présente Convention, peuvent, pendant cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur, exercer, s'ils le désirent, les mêmes droits que s'ils y étaient parties. Tout Etat qui désire exercer lesdits droits dépose à cette fin auprès du Directeur général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels Etats sont réputés être membres de l'Assemblée générale et de la Conférence jusqu'à l'expiration de ladite période.

b) A l'expiration de la période de cinq ans, ces Etats n'ont plus le droit de vote à l'Assemblée générale, à la Conférence ou au Comité de coordination.

c) Dès qu'ils sont devenus parties à la présente Convention, lesdits Etats peuvent exercer à nouveau le droit de vote.

3) a) Aussi longtemps que tous les Etats membres des Unions de Paris ou de Berne ne sont pas devenus parties à la présente Convention, le Bureau international et le Directeur général exercent également les fonctions dévolues respectivement aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, et à leur Directeur.

(2) Official texts shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in German, Italian and Portuguese, and such other languages as the Conference may designate.

(3) The Director General shall transmit two duly certified copies of this Convention and of each amendment adopted by the Conference to the Governments of the States members of the Paris or Berne Unions, to the Government of any other State when it accedes to this Convention, and, on request, to the Government of any other State. The copies of the signed text of the Convention transmitted to the Governments shall be certified by the Government of Sweden.

(4) The Director General shall register this Convention with the Secretariat of the United Nations.

Article 21

Transitional Provisions

(1) Until the first Director General assumes office, references in this Convention to the International Bureau or to the Director General shall be deemed to be references to the United International Bureaux for the Protection of Industrial, Literary and Artistic Property (also called the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property (BIRPI)), or its Director, respectively.

(2) (a) States which are members of any of the Unions but which have not become party to this Convention may, for five years from the date of entry into force of this Convention, exercise, if they so desire, the same rights as if they had become party to this Convention. Any State desiring to exercise such rights shall give written notification to this effect to the Director General; this notification shall be effective on the date of its receipt. Such States shall be deemed to be members of the General Assembly and the Conference until the expiration of the said period.

(b) Upon expiration of this five-year period, such States shall have no right to vote in the General Assembly, the Conference, and the Coordination Committee.

(c) Upon becoming party to this Convention, such States shall regain such right to vote.

(3) (a) As long as there are States members of the Paris or Berne Unions which have not become party to this Convention, the International Bureau and the Director General shall also function as the United International Bureaux for the Protection of Industrial, Literary and Artistic Property, and its Director, respectively.

b) Le personnel en fonction aux Bureaux susvisés à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est, durant la période transitoire visée au sous-alinéa a), considéré comme également en fonction au Bureau international.

4 a) Lorsque tous les Etats membres de l'Union de Paris sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de cette Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

b) Lorsque tous les Etats membres de l'Union de Berne sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de cette Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Stockholm, le 14 juillet 1967.

Pour l'Afghanistan:
For Afghanistan:

Pour l'Afrique du Sud:
For South Africa:

(Subject to ratification)

(s) T. SCHOEMAN

Pour l'Albanie:
For Albania:

Pour l'Algérie:
For Algeria:

(Sous réserve de ratification)

(s) A. HACENE

Pour l'Arabie Saoudite:
For Saudi Arabia:

Pour l'Argentine:
For Argentina:

(b) The staff in the employment of the said Bureaux on the date of entry into force of this Convention shall, during the transitional period referred to in subparagraph (a), be considered as also employed by the International Bureau.

(4) (a) Once all the States members of the Paris Union have become Members of the Organization, the rights, obligations, and property, of the Bureau of that Union shall devolve on the International Bureau of the Organization.

(b) Once all the States members of the Berne Union have become Members of the Organization, the rights, obligations, and property, of the Bureau of that Union shall devolve on the International Bureau of the Organization.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Stockholm, on July 14, 1967.

Pour l'Australie:
For Australia:

Pour l'Autriche:
For Austria:

(Sous réserve de ratification)

(s.) GOTTFRIED H. THALER

(s.) Dr. ROBERT DITTRICH

Pour la Barbade:
For Barbados:

Pour la Belgique:
For Belgium:

(Sous réserve de ratification)

(s.) BON F. COGELS

Pour la Birmanie:
For Burma:

Pour la Bolivie:
For Bolivia:

Pour Le Botswana:
For Botswana:

Pour le Brésil:
For Brazil:

Pour la Bulgarie:
For Bulgaria:

(s.) V. CHIVAROV

11.I.1968 g. Sous réserve de ratification. La République Populaire de Bulgarie fait une déclaration sur la rédaction de l'art. 5 de la Convention exprimée dans la note verbale sub. No. 31 du 11 janvier de l'Ambassade de Bulgarie à Stockholm présentée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Suède. 1)

Pour le Burundi:
For Burundi:

Pour le Cambodge:
For Cambodia:

Pour le Cameroun:
For Cameroon:

(Sous réserve de ratification)

(s.) D. EKANI

Pour le Canada:
For Canada:

1) De verklaring luidt als volgt:

„La République Populaire de Bulgarie estime nécessaire de souligner que la rédaction de l'article 5 de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle signée à Stockholm le 14 juillet 1967 a un caractère discriminatoire car il exclut la possibilité, pour un certain nombre d'Etats, de devenir parties de cette Convention.

Cet article est nettement contraire au caractère de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle qui est instituée et dont l'objectif est d'unir les efforts de tous les Etats en vue de la protection de la propriété intellectuelle et de régler les questions touchant les intérêts de tous les pays dans ce domaine.

Aussi la République Populaire de Bulgarie estime-t-elle que des conventions de ce genre devraient être ouvertes à la participation de tous les Etats sans restriction aucune, en conformité avec les principes de l'égalité souveraine des Etats.”.

Pour Ceylan:
For Ceylon:

Pour le Chili:
For Chile:

Pour Chypre:
For Cyprus:

Pour la Colombie:
For Colombia:

Pour le Congo (Brazzaville):
For the Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (République Démocratique du):
For the Congo (Democratic Republic of):

(Sous réserve de ratification)

(s.) G. MULENDA

Pour le Costa Rica:
For Costa Rica:

Pour la Côte d'Ivoire:
For the Ivory Coast:

(Sous réserve de ratification)

(s.) BILE

Pour Cuba:
For Cuba:

Pour le Dahomey:
For Dahomey:

Pour le Danemark:
For Denmark:

(Sous réserve de ratification)

(s.) J. PALUDAN

Pour El Salvador:
For El Salvador:

Pour l'Équateur:
For Ecuador:

(Sujeto a ratificación)

(s.) E. SANCHEZ

Pour l'Espagne:
For Spain:

(Ad referendum)

(s.) J. F. ALCOVER

(s.) ELECTO J. GARCIA TEJEDOR

Pour les États-Unis d'Amérique:
For the United States of America:

(Subject to ratification)

(s.) EUGENE M. BRADERMAN

Pour l'Éthiopie:
For Ethiopia:

Pour la Finlande:
For Finland:

(Subject to ratification)

(s.) PAUL GUSTAFSSON

Pour la France:
For France:

(Sous réserve de ratification)

(s.) B. DE MENTHON

Pour le Gabon:
For Gabon:

(Sous réserve de ratification)

(s.) J. F. OYOUÉ

Pour la Gambie:
For Gambia:

Pour le Ghana:
For Ghana:

Pour la Grèce:
For Greece:

(Ad referendum)

(s.) J. A. DRACOU LIS

Pour le Guatemala:
For Guatemala:

Pour la Guinée:
For Guinea:

Pour la Guyane:
For Guyana:

Pour Haïti:
For Haiti:

Pour la Haute-Volta:
For the Upper Volta:

Pour le Honduras:
For Honduras:

Pour la Hongrie:
For Hungary:

(Subject to ratification) ¹⁾

(s.) ESZTERGÁLYOS

12/1/1968

Pour les Iles Maldives:
For the Maldivé Islands:

Pour l'Inde:
For India:

Pour l'Indonésie:
For Indonesia:

(Subject to ratification)

(s.) IBRAHIM JASIN

12th January 1968

Pour l'Irak:
For Iraq:

Pour l'Iran:
For Iran:

(Sous réserve de ratification)

(s.) A. DARAI

Pour l'Irlande:
For Ireland:

(s.) VALENTIN IREMONGER

12 January 1968

1) En onder de volgende verklaring:

„Lors de la signature de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, le Gouvernement de la République Populaire Hongroise désire faire la déclaration suivante: la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle ayant le caractère d'une convention internationale universelle qui concerne les intérêts de tous les Etats, tout Etat se trouve en droit, sur la base du principe de l'égalité souveraine des Etats, d'être partie à la Convention.”

Pour l'Islande:

For Iceland:

(Subject to ratification)

(s.) ARNI TRYGGVASON

Pour Israël:

For Israel:

(Subject to ratification)

(s.) G. GAVRIELI

(s.) Z. SHER

Pour l'Italie:

For Italy:

(Sous réserve de ratification)

(s.) CIPPICO

(s.) GIORGIO RANZI

Pour la Jamaïque:

For Jamaica:

Pour le Japon:

For Japan:

(Subject to ratification)

(s.) M. TAKAHASHI

(s.) C. KAWADE

(s.) K. ADACHI

Pour la Jordanie:

For Jordan:

Pour le Kenya:

For Kenya:

(Subject to ratification)

(s.) M. K. MWENDWA

Pour le Koweït:

For Kuwait:

Pour le Laos:
For Laos:

Pour le Lesotho:
For Lesotho:

Pour le Liban:
For Lebanon:

Pour le Libéria:
For Liberia:

Pour la Libye:
For Libya:

Pour le Liechtenstein:
For Liechtenstein:

(Subject to ratification)

(s.) MARIANNE MARXER

Pour le Luxembourg:
For Luxembourg:

(Sous réserve de ratification)

(s.) J. P. HOFFMANN

Pour Madagascar:
For Madagascar:

(Sous réserve de ratification)

(s.) RATOVONDRIAKA

Pour la Malaisie:
For Malaysia:

Pour le Malawi:
For Malawi:

Pour le Mali:
For Mali:

Pour Malte:
For Malta:

Pour le Maroc:
For Morocco:

(Sous réserve de ratification)

(s.) H'SSAINE

Pour la Mauritanie:
For Mauritania:

Pour le Mexique:
For Mexico:

(Bajo reservo de ratificación)

(s.) E. ROJAS Y BENAVIDES

Pour Monaco:
For Monaco:

(Sous réserve de ratification)

(s.) J. M. NOTARI

Pour la Mongolie:
For Mongolia:

Pour le Népal:
For Nepal:

Pour le Nicaragua:
For Nicaragua:

Pour le Niger:
For Niger:

(Sous réserve de ratification)

(s.) A. WRIGHT

Pour le Nigeria:
For Nigeria:

Pour la Norvège:
For Norway:

(Subject to ratification)

(s.) JENS EVENSEN

(s.) B. STUEVOLD LASSEN

Pour la Nouvelle-Zélande:
For New Zealand:

Pour l'Ouganda:
For Uganda:

Pour le Pakistan:
For Pakistan:

Pour le Panama:
For Panama:

Pour le Paraguay:
For Paraguay:

Pour les Pays-Bas:
For the Netherlands:

(Sous réserve de ratification)

(s.) GERBRANDY

(s.) W. G. BELINFANTE

Pour le Pérou:
For Peru:

(Ad referendum)

(s.) J. FERNANDEZ DÁVILA

Pour les Philippines:
For the Philippines:

(Subject to ratification)

(s.) LAURO BAJA

Pour la Pologne:

For Poland:

(s.) M. KAJZER

10 janvier 1968. Sous réserve de ratification ultérieure et avec la déclaration faite dans la note du 10 janvier 1968 de l'Ambassade de la République Populaire de Pologne à Stockholm. 1)

Pour le Portugal:

For Portugal:

(Sous réserve de ratification)

(s.) ADRIANO DE CARVALHO

(s.) JOSÉ DE OLIVEIRA ASCENSÃO

(s.) RUY ÁLVARO COSTA DE MORAIS SERRÃO

Pour la République Arabe Unie:

For the United Arab Republic:

Pour la République Centrafricaine:

For the Central African Republic:

(Sous réserve de ratification)

(s.) L. P. GAMBA

Pour la République de Corée:

For the Republic of Korea:

Pour la République Dominicaine:

For the Dominican Republic:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

For the Federal Republic of Germany:

(Sous réserve de ratification)

(s.) KURT HAERTEL

(s.) EUGEN ULMER

1) De verklaring luidt als volgt:

„En signant la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, signée à Stockholm, le 14 juillet 1967, la République Populaire de Pologne fait la déclaration suivante: Afin que l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle devienne réellement universelle et qu'elle puisse remplir ses devoirs formulés dans le préambule de la Convention, elle doit être ouverte à tous les États qui désirent y adhérer et accepter ses dispositions.”

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:
For the Belorussian Soviet Socialist Republic:

Het Verdrag behoeft nog bekrachtiging (*vertaling*) ¹⁾

(s.) MALTSEV

16.XI.1967 g.

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:

Het Verdrag behoeft nog bekrachtiging door het Presidium van de
Opperste Sowjet van de Oekraïense Socialistische Sowjet-Republiek (*ver-
taling*) ¹⁾

(s.) MALTSEV

16.XI.1967 g.

Pour la République Unie de Tanzanie:
For the United Republic of Tanzania:

Pour la République du Viet-Nam:
For the Republic of Viet-Nam:

Pour la Roumanie:
For Romania:

(Sous réserve de ratification)

(s.) C. STANESCU

(s.) L. MARINETE

(s.) T. PREDA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(Subject to ratification)

(s.) GORDON GRANT

(s.) WILLIAM WALLACE

Pour le Rwanda:
For Rwanda:

¹⁾ Onder een soortgelijke verklaring als is afgelegd door de Unie van Socialistische Sowjet-Republieken bij de ondertekening van het Verdrag (zie blz. 48).

Pour Saint-Marin:
For San Marino:

Pour le Saint-Siège:
For the Holy See:

(Sous réserve de ratification)

(s.) GUNNAR STERNER

Pour le Samoa Occidental:
For Western Samoa:

Pour le Sénégal:
For Senegal:

(Sous réserve de ratification)

(s.) A. SECK

Pour le Sierra Leone:
For Sierra Leone:

Pour Singapour:
For Singapore:

Pour la Somalie:
For Somalia:

Pour le Soudan:
For the Sudan:

Pour la Suède:
For Sweden:

(Sous réserve de ratification)

(s.) HERMAN KLING

Pour la Suisse:
For Switzerland:

(Sous réserve de ratification)

(s.) HANS MORF

(s.) JOSEPH VOYAME

Pour la Syrie:
For Syria:

Pour le Tchad:
For Chad:

Pour la Tchécoslovaquie:
For Czechoslovakia:

Pour la Thaïlande:
For Thailand:

Pour le Togo:
For Togo:

Pour La Trinité et Tobago:
For Trinidad and Tobago:

Pour La Tunisie:
For Tunisia:
(Sous réserve de ratification)

(s.) M. KEDADI

Pour la Turquie:
For Turkey:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
For the Union of Soviet Socialist Republics:

Het onderhavige Verdrag behoeft nog de bekrachtiging door de Unie van Socialistische Sowjet-Republieken (vertaling) 1)

12 X 67 g

(s.) MALTSEV

1) En onder de volgende verklaring:

„L'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare que la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle régleme des questions qui ont trait aux intérêts de tous les pays; pour cette raison, la Convention devrait être ouverte à la participation de tous les Etats conformément au principe de leur souveraineté et de leur égalité.”

Pour l'Uruguay:
For Uruguay:

Pour le Venezuela:
For Venezuela:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:
(Sous réserve de ratification)
(s.) A. JELIĆ

Pour la Zambie:
For Zambia:

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 14, lid 3, juncto artikel 21, eerste lid, hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging bij de Directeur van de Verenigde Internationale Bureaus voor de bescherming van de intellectuele eigendom nedergelegd:

Senegal	19 september 1968
de Sowjet-Unie ¹⁾	4 december 1968
de Oekraïne ²⁾	12 februari 1969
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	26 februari 1969

Roemenië ³⁾	28 februari 1969
Witrusland ²⁾	19 maart 1969
Spanje	6 juni 1969
Israël	30 juli 1969
Zweden	12 augustus 1969

De volgende Staat heeft een kennisgeving als bedoeld in artikel 21, lid 2a, van het Verdrag bij de Directeur van de Verenigde Internationale Bureaus voor de bescherming van de intellectuele eigendom nedergelegd:

Cuba 15 januari 1968

1) Onder de volgende verklaring:

„L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclare que la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle règle les problèmes qui touchent les intérêts de tous les pays et par conséquent cette convention doit être ouverte à la participation pour tous les Etats conformément au principe de leur égalité souveraine”. (*Vertaling*).

2) Onder een soortgelijke verklaring als is afgelegd door de Sowjet-Unie.

3) Onder de volgende verklaring:

„Les dispositions des articles 5 et 14.1) de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967, ne sont pas en concordance avec le principe de l'universalité des traités, selon lequel tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglementant les questions d'intérêt général”.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 15, eerste lid, in werking treden drie maanden nadat tien Staten die lid zijn van de Unie tot bescherming van de industriële eigendom, en zeven Staten die lid zijn van het Internationaal Verbond voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst, het onderhavige Verdrag zonder voorbehoud van bekrachtiging hebben ondertekend, het hebben bekrachtigd of er toe zijn toegetreden.

J. GEGEVENS

A. Industriële eigendom

Multilaterale overeenkomsten

Op 20 maart 1883 werd te Parijs gesloten het Internationaal Verdrag tot bescherming van de industriële eigendom (*Stb.* 1884, 189). Bij dit Verdrag werd opgericht de Unie tot bescherming van de industriële eigendom (Union pour la protection de la propriété industrielle). Te Bern werd gevestigd en onder toezicht van de Zwitserse Bondsraad geplaatst het thans geheten Internationaal Bureau voor de bescherming van de industriële eigendom (Bureau international pour la protection de la propriété industrielle). Dit Bureau werd later verplaatst naar Genève.

Het Verdrag is een aantal malen herzien:

- de herziening van Brussel van 14 december 1900 (*Stb.* 1902, 177);
- de herziening van Washington van 2 juni 1911 (*Stb.* 1913, 142);
- de herziening van 's-Gravenhage van 6 november 1925 (*Stb.* 1928, 196);
- de herziening van Londen van 2 juni 1934 (*Stb.* I 539, *Trb.* 1951, 46, *Trb.* 1953, 82 en *Trb.* 1958, 124);
- de herziening van Lissabon van 31 oktober 1958 ¹⁾ (*Trb.* 1960, 13 en *Trb.* 1962, 70);
- de herziening van Stockholm van 14 juli 1967 ²⁾ (*Trb.* 1969, 144).

Op 14 april 1891 werd te Madrid gesloten de Schikking betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken (*Stb.* 1893, 55). Deze Schikking is een aantal malen herzien:

- de herziening van Brussel van 14 december 1900 (*Stb.* 1902, 177);
- de herziening van Washington van 2 juni 1911 (*Stb.* 1913, 142);
- de herziening van 's-Gravenhage van 6 november 1925 (*Stb.* 1928, 196);
- de herziening van Londen van 2 juni 1934 (*Stb.* I 539, *Trb.* 1951, 46, *Trb.* 1953, 82 en *Trb.* 1958, 124);
- de herziening van Nice van 15 juni 1957 (*Trb.* 1958, 75, *Trb.* 1959, 88, *Trb.* 1962, 66 en *Trb.* 1967, 38);
- de herziening van Stockholm van 14 juli 1967 ²⁾ (*Trb.* 1969, 143).

Op 14 april 1891 werd te Madrid gesloten de Schikking betreffende de voorkoming van valse aanduidingen van herkomst op waren ¹⁾ (*De Martens*, Nouveau Recueil général de Traités, tweede serie, deel XVIII, blz. 839).

Deze Schikking is een aantal malen herzien:

- de herziening van Washington van 2 juni 1911 ¹⁾ (*De Martens*, Nouveau Recueil général de Traités, derde serie, deel VIII, blz. 801);
- de herziening van 's-Gravenhage van 6 november 1925 ¹⁾ (Recueil des Traités van de Volkenbond, deel LXXIV, blz. 319);
- de herziening van Londen van 2 juni 1934 ¹⁾ (Recueil des Traités van de Volkenbond, deel CXCII, blz. 10);
- de herziening van Lissabon van 31 oktober 1958 ¹⁾ (La Propriété industrielle 1958 No. 11 - blz. 211 e.v.).

Op 14 juli 1967 is te Stockholm gesloten een Aanvullende Akte bij de onderhavige Schikking²⁾ (La Propriété industrielle 1967 No. 11 - blz. 311).

Op 6 november 1925 werd te 's-Gravenhage gesloten de Schikking betreffende het internationaal depôt van tekeningen of modellen van nijverheid (*Stb.* 1928, 196). Deze Schikking is een aantal malen herzien:

- de herziening van Londen van 2 juni 1934 (*Stb.* I 539, *Trb.* 1951, 46, *Trb.* 1953, 82 en *Trb.* 1958, 124);
- de herziening van 's-Gravenhage van 28 november 1960 ²⁾ (*Trb.* 1961, 40 en *Trb.* 1963, 188).

¹⁾ Hierbij is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

²⁾ Nog niet in werking getreden.

Op 18 november 1961 is te Monaco gesloten een Aanvullende Akte bij de onderhavige Schikking (*Trb.* 1962, 91 en *Trb.* 1963, 156).

Op 14 juli 1967 is te Stockholm gesloten een (tweede) Aanvullende Akte bij de onderhavige Schikking ²⁾ (*Trb.* 1969, 142).

Vergelijk voorts de op 8 oktober 1968 gesloten Overeenkomst van Locarno tot instelling van een internationale classificatie voor tekeningen en modellen van nijverheid ²⁾ (*Trb.* 1969, 142).

Op 15 juni 1957 werd gesloten de Overeenkomst van Nice betreffende de internationale classificatie van de waren en diensten waarop fabrieks- of handelsmerken betrekking hebben (*Trb.* 1958, 76, *Trb.* 1959, 89, *Trb.* 1962, 67 en *Trb.* 1967, 39).

Deze Overeenkomst is op 14 juli 1967 te Stockholm herzien. De tekst van de „Herziene Overeenkomst van Nice van 15 juni 1957 betreffende de internationale classificatie van waren en diensten ten behoeve van de inschrijving van merken” ²⁾ is geplaatst in *Trb.* 1969, 141.

Op 31 oktober 1958 werd gesloten de Overeenkomst van Lissabon betreffende de bescherming van herkomstbenamingen en hun internationale inschrijving ¹⁾ (*La Propriété industrielle* 1958 No. 11 – blz. 212 e.v.). Deze Overeenkomst is op 14 juli 1967 te Stockholm herzien. De tekst van de herziening van Stockholm van 14 juli 1967 ²⁾ is geplaatst in *La Propriété industrielle* 1967 No. 12 – blz. 363 e.v.).

Vergelijk voorts:

- het op 27 juli 1946 te Londen gesloten Akkoord betreffende de behandeling van aan Duitsers toekomende octrooien (*Stb.* I 555), zoals gewijzigd bij een Protocol van Londen d.d. 17 juli 1947 (*Stb.* I 555);
- de op 8 februari 1947 te Neuchâtel gesloten Schikking betreffende het behoud of het herstel van de door de tweede wereldoorlog getroffen industriële eigendomsrechten (*Stb.* I 87 en *Trb.* 1951, 93).

Plurilaterale overeenkomsten

Op 6 juni 1947 werd te 's-Gravenhage gesloten de Overeenkomst betreffende de oprichting van een Internationaal Octrooi Bureau (bekend onder de naam van Internationaal Octrooi Instituut) (*Stb.* J 296, *Trb.* 1952, 63, *Trb.* 1960, 5, *Trb.* 1965, 197 en *Trb.* 1969, 122). Deze Overeenkomst werd herzien bij een op 16 februari 1961 te 's-Gravenhage gesloten Overeenkomst ²⁾ (*Trb.* 1961, 73, *Trb.* 1962, 48 en *Trb.* 1965, 198).

Vergelijk de op 1 april 1950 te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse Regering en het Instituut gewisselde nota's tot regeling van de aan het Instituut te verlenen voorrechten en immuniteiten (*Stb.* K 312).

Op 1 juni 1951 werd te Stresa gesloten de Internationale Overeenkomst nopens het gebruik van aanduidingen van herkomst en benamingen van kaassoorten (*Trb.* 1952, 61 en *Trb.* 1953, 137).

1) Hierbij is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

2) Nog niet in werking getreden.

Op 2 december 1961 werd te Parijs gesloten het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten (*Trb.* 1962, 21, *Trb.* 1962, 117 en *Trb.* 1968, 122).

Onder auspiciën van de Raad van Europa werden gesloten:

- het Europees Verdrag betreffende de voor octrooi-aanvragen voorgeschreven formaliteiten (Parijs, 11 december 1953, *Trb.* 1954, 102, *Trb.* 1954, 165, *Trb.* 1956, 56 en *Trb.* 1960, 14);
- het Europese Verdrag betreffende de internationale classificatie van octrooien (Parijs, 19 december 1954, *Trb.* 1955, 71, *Trb.* 1956, 7 en *Trb.* 1966, 144);
- het Verdrag betreffende de eenmaking van enige beginselen van het octrooirecht ²⁾ (Straatsburg, 27 november 1963, *Trb.* 1964, 173).

In Benelux-verband werden gesloten:

- het Benelux-Verdrag inzake de warenmerken (Brussel, 19 maart 1962, *Trb.* 1962, 58 en *Trb.* 1969, 116);
- het Benelux-Verdrag inzake tekeningen of modellen ²⁾ (Brussel, 25 oktober 1966, *Trb.* 1966, 292).

In het kader van de Noordatlantische Verdragsorganisatie werden gesloten:

- de Overeenkomst betreffende de wederzijdse geheimhouding van uitvindingen die voor de verdediging van belang zijn en onderwerp van octrooiaanvragen vormen ¹⁾ (*Trb.* 1961, 82, *Trb.* 1962, 4, *Trb.* 1963, 15 en *Trb.* 1964, 161);

Op 7 maart 1962 is door de Noordatlantische Raad goedgekeurd een Regeling ter uitvoering van artikel I, lid 3, van deze Overeenkomst (*Trb.* 1963, 15, rubriek J, en *Trb.* 1964, 161, rubriek J).

Vergelijk in verband met deze Overeenkomst ook:

de op 16 mei 1961 te 's-Gravenhage tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Bondsrepubliek Duitsland gesloten Overeenkomst ²⁾ (*Trb.* 1961, 85);

de op 29 mei en 6 juni 1963 te Kopenhagen tussen de Nederlandse en de Deense Regering gewisselde nota's (*Trb.* 1963, 103);

de op 29 mei 1964 te Rome tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering gewisselde nota's (*Trb.* 1964, 124);

de op 30 oktober 1963 te Londen tussen de Nederlandse en de Britse Regering gewisselde nota's (*Trb.* 1964, 13).

de Overeenkomst tussen de Staten die partij zijn bij het Noordatlantisch Verdrag, tot samenwerking inzake atoomgegevens (Parijs, 18 juni 1964, *Trb.* 1964, 153 en *Trb.* 1965, 48), welke Overeenkomst in de plaats is getreden van de gelijknamige, op 22 juni 1955 te Parijs gesloten Overeenkomst (*Trb.* 1955, 139, *Trb.* 1956, 41 en *Trb.* 1965, 186).

1) Hierbij is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

2) Nog niet in werking getreden.

Vergelijk ook:

- de op 29 april 1955 te 's-Gravenhage gesloten Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Verenigde Staten van Amerika ter bevordering van de uitwisseling van octrooirechten en technische gegevens voor defensiedoeleinden (*Trb.* 1955, 59 en *Trb.* 1955, 102) en de ter uitvoering van deze Overeenkomst op 8 oktober 1959 te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse en de Amerikaanse Regering gewisselde nota's tot vaststelling van regels voor het wederzijds indienen van gerubriceerde octrooi-aanvragen (*Trb.* 1962, 36);
- de overeenkomsten betreffende de uitwisseling van wetenschappelijke gegevens voor defensiedoeleinden, vervat in onderscheidenlijk:
 - de op 3 oktober 1960 te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse en de Canadese Regering gewisselde nota's (vertrouwelijk ter kennis gebracht van de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal; *Bijl. Hand.* II 1960/61-6146);
 - de op 6 juli 1964 te Kopenhagen tussen de Nederlandse en de Deense Regering gewisselde nota's (vertrouwelijk ter kennis gebracht van de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal; *Bijl. Hand.* II 1963/64-7720);
 - de op 19 mei 1965 te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse Regering en de Duitse Bondsregering gewisselde nota's (vertrouwelijk ter kennis gebracht van de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal; *Bijl. Hand.* II 1964/65-7800, nr. 23).

Onder auspiciën van de ELDO werd op 22 juni 1964 te Londen gesloten het Protocol bedoeld in lid 1 (*e, ii*) van artikel 8 van het Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor de ontwikkeling en de vervaardiging van dragers voor ruimtevoertuigen, betreffende het gebruik van technische gegevens voor doeleinden die geen verband houden met de ruimteteknik (*Trb.* 1964, 157, en *Trb.* 1968, 175).

Bilaterale overeenkomsten

Op 10 en 16 februari 1883 werden te Washington tussen de Nederlandse en de Amerikaanse Regering brieven gewisseld betreffende handelsmerken. De tekst dezer brieven luidt als volgt:

No. I

LEGATION OF THE NETHERLANDS

Washington, February 10, 1883.

Mr. Secretary of State: I have the honor herewith to transmit to Your Excellency a copy of the official edition of the Dutch Law relative to trade-marks, bearing date of May 25, 1880.

The provisions of this law make no distinction between natives of the Netherlands and foreigners, so that citizens of the United States of America receive the same usage in the Netherlands as my countrymen, as regards everything connected with the registration and protection of their trade-marks.

It consequently seems that, so far as the Netherlands are concerned, the conditions of reciprocity are fulfilled which are established for the registration and protection of foreign trade-marks in the United States of America by act

of Congress approved March 3, 1881, ("Public" No. 72) which allows the registration of trade-marks whose owners reside in foreign countries the laws of which grant the same privilege to citizens of the United States of America.

I have, therefore been instructed by my government to beg Your Excellency to be pleased, if there are no objections, to cause the adoption of the measures necessary in order that subjects of the Netherlands may hereafter avail themselves, in the United States of America, of the Act of Congress to which I have just referred.

Be pleased to accept, Mr. Secretary of State, a renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) G. DE WECKHERLIN.

*To His Excellency F. T. Frelinghuysen,
Secretary of State,
Washington.*

No. II

DEPARTMENT OF STATE

Mr. G. DE WECKHERLIN,
Etc., etc., etc.

Washington, Feb. 16, 1883

SIR: I have the honor to acknowledge the receipt of your note of the 10th instant, by which you communicate to me the text of the Netherlands law of the 25th of May, 1880, concerning Marks of Trade and Commerce.

I have taken due note of your statement that this law makes no distinction between Netherlanders and foreigners, so that the citizens of the United States are treated in the Low Countries on the same footing as the natives thereof in all that concerns the registration and protection of their commercial and trade marks. As the enacting clause of the Act of Congress of March 3, 1881 "to authorize the registration of trade marks and protect the same," provides in terms as follows: "That owners of trade-marks used in commerce with foreign nations, or with the Indian tribes, provided such owners shall be domiciled in the United States, or *located in any foreign country* or tribes which by treaty, convention *or law*, afford similar privileges to citizens of the United States, may obtain registration of such trade-marks by complying with" the requirement of that act, and as your declaration establishes the fact that the Netherlands law gives similar privileges to citizens of the United States located in the Low Countries, the fact of entire reciprocity of usage between the two countries in this respect may now be regarded as established and evidenced by the present exchange of diplomatic notes, and as henceforth operative without further formalities between them.

As soon as a translation of the law you communicate to me can be prepared, a copy thereof, with copies of the present correspondence, will be communicated to the Secretary of the Interior, for the governance of the Commissioner of Patents in all that may pertain to the lawful registration of trade-marks by Netherlanders.

Accept, Sir, a renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) FREDK. T. FRELINGHUYSEN.

Op 1 november 1912 werden te 's-Gravenhage/Luxemburg Verklaringen tussen de Nederlandse en de Luxemburgse Regering gewisseld betreffende de wederzijdse bescherming van handels- en fabrieksmerken (*Stcrt.* 1912, 273 en *De Martens*, Nouveau Recueil général de Traités, derde serie, deel IX, blz. 896).

Op 22 september 1952 werd te Rome gesloten de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Italiaanse Republiek tot regeling van bepaalde kwesties betreffende de industriële eigendom welke voortvloeien uit maatregelen genomen uit hoofde van de oorlogstoestand (*Trb.* 1952, 144).

Op 16 februari en 5 maart 1955 werden te Parijs tussen de Nederlandse en de Vietnamese Regering nota's gewisseld inzake de bescherming van fabrieks- en handelsmerken (*Trb.* 1955, 37 en *Trb.* 1956, 11).

Op 6 en 8 december 1965 werden te Parijs tussen de Nederlandse en de Koreaanse Regering nota's gewisseld inzake de wederzijdse bescherming van octrooien en fabrieks- en handelsmerken (*Trb.* 1966, 101 en *Trb.* 1966 171).

Op 17 juni 1968 werden te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse en de Indonesische Regering nota's gewisseld inzake de registratie van patenten ¹⁾ (*Trb.* 1968, 88, rubriek J).

Nationale wetgeving

Wet van 30 september 1893 (*Stb.* 146), houdende bepalingen op de fabrieks- en handelsmerken (Merkwet), zoals laatstelijk gewijzigd bij de Wet van 21 november 1956 (*Stb.* 681).

Wet van 27 november 1947 (*Stb.* H 397), houdende nieuwe voorzieningen op het gebied van de industriële eigendom met het oog op de buitengewone omstandigheden, verband houdende met de tweede wereldoorlog (Noodwet Industriële Eigendom 1947), zoals gewijzigd bij de Wet van 21 november 1956 (*Stb.* 681).

Wet van 7 juni 1950 (*Stb.* K 217), houdende voorzieningen aangaande fabrieks- en handelsmerken, die ingevolge het Besluit Vijandelijk Vermogen op de Staat in eigendom zijn overgegaan.

Besluit van 15 december 1914 (*Stb.* 558), tot vaststelling van een Reglement voor het Bureau voor de Industriële Eigendom (Reglement Industriële Eigendom), zoals laatstelijk gewijzigd bij Besluit van 5 december 1966 (*Stb.* 512).

Wet van 7 november 1910 (*Stb.* 313), tot regeling van het octrooirecht voor uitvindingen (Octrooiwet 1910, *Stb.* 313), zoals laatstelijk gewijzigd bij de Wet van 26 september 1968 (*Stb.* 585).

Besluit van 22 september 1921 (*Stb.* 1083), tot vaststelling van een „Octrooiereglement” (Octrooiereglement 1921, *Stb.* 1083), zoals laatstelijk gewijzigd bij het Besluit van 6 januari 1967 (*Stb.* 6).

Besluit van 5 mei 1936 (*Stb.* 642), houdende vaststelling van een nieuw Reglement betreffende het optreden als gemachtigde voor de Octrooi-raad (Octrooigemachtigden-Reglement 1936, *Stb.* 642), zoals laatstelijk gewijzigd bij Besluit van 1 november 1968 (*Stb.* 594).

1) Nog niet in werking getreden.

Wet van 5 juli 1921 (*Stb.* 842), houdende bepalingen omtrent de handelsnaam (Handelsnaamwet 1921, *Stb.* 842), zoals laatstelijk gewijzigd bij de Wet van 30 juni 1954 (*Stb.* 334).

Wet van 26 juli 1918 (*Stb.* 493), tot instelling van een Handelsregister (Handelsregisterwet 1918, *Stb.* 493), zoals laatstelijk gewijzigd bij de Wet van 4 juli 1968 (*Stb.* 380).

Besluit van 1 augustus 1956 (*Stb.* 432), houdende regeling betreffende het handelsregister (Handelsregisterbesluit), zoals gewijzigd bij het Besluit van 6 december 1965 (*Stb.* 544).

Besluit van 5 december 1968 (*Stb.* 649), houdende toepassing van de artikelen 1, zesde lid, 22, tweede en derde lid, en 23, tweede lid, van de Handelsregisterwet.

Wet van 6 oktober 1966 (*Stb.* 455), houdende nieuwe regeling van het kwekersrecht, alsmede van het verkeer met teeltmateriaal van landbouw- en tuinbouwgewassen (Zaaizaad- en Plantgoedwet), zoals gewijzigd bij de Wet van 8 mei 1969 (*Stb.* 191).

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 223), houdende uitvoering van de artikelen 4, tweede lid, 15, eerste lid, 18, tweede lid, 27, 39, 47 en 57 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Reglement van de Raad voor het Kwekersrecht).

Besluit van 7 april 1967 (*Stb.* 227), ter uitvoering van bepalingen van Hoofdstuk IV, Afdeling VI, van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Reglement voor de Kamer voor het Kwekersrecht).

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 221), tot uitvoering van de artikelen 29, eerste lid, en 51 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Kwekersrechtbesluit), zoals gewijzigd bij Besluit van 20 december 1968 (*Stb.* 745).

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 226), houdende uitvoering van artikel 18, tweede lid, van de Zaaizaad- en Plantgoedwet.

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 222), houdende jaarcijns als bedoeld in de artikelen 18, tweede lid, en 38 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Jaarcijnsbesluit Zaaizaad- en Plantgoedwet).

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 224), tot uitvoering van artikel 84 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit categorieën teeltmateriaal), zoals laatstelijk gewijzigd bij het Besluit van 9 september 1968 (*Stb.* 479).

Besluit van 5 april 1967 (*Stb.* 225), tot uitvoering van artikel 81, tweede lid, van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit verkeer niet-ingeschreven rassen).

Besluit van 10 mei 1967 (*Stb.* 267), tot uitvoering van artikel 73 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit aanbevelende rassenlijst groentegewassen).

Besluit van 10 mei 1967 (*Stb.* 268), tot uitvoering van artikel 73 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit aanbevelende rassenlijst fruitgewassen).

Besluit van 10 mei 1967 (*Stb.* 269), tot uitvoering van artikel 73 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit aanbevelende rassenlijst landbouwgewassen).

Besluiten van 5 april 1967 (*Stb.* 216 t/m 219), tot uitvoering van artikel 87, eerste lid, van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Aansluitingsbesluiten N.A.K.).

Besluit van 14 juli 1967 (*Stb.* 406), tot uitvoering van artikel 73 van de Zaaizaad- en Plantgoedwet (Besluit aanbevelende rassenlijst bloembollen).

B. Letterkundige en kunstzinnige eigendom

Multilaterale overeenkomsten

Op 9 september 1886 werd gesloten de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst ¹⁾ (*De Martens, Nouveau Recueil général de Traités*, tweede serie, deel XII, blz. 173). Bij deze Conventie werd opgericht het Internationaal Verbond voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst (Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques). Te Bern werd gevestigd en onder toezicht van de Zwitserse Bondsraad geplaatst het Bureau van het Internationaal Verbond voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst (Bureau de L'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques). Dit Bureau werd later verplaatst naar Genève.

Op 4 mei 1896 werden te Parijs gesloten een Aanvullende Akte ¹⁾ en een Interpretatieve Verklaring ¹⁾ bij de Conventie (*De Martens, Nouveau Recueil général de Traités*, tweede serie, deel XXIV, blz. 758).

De Conventie werd herzien te Berlijn op 13 november 1908 (tekst van de herziening in *Stb.* 1912, 323).

Op 20 maart 1914 werd te Bern gesloten een Aanvullend Protocol bij de Conventie (*Stb.* 1915, 186).

De Conventie werd vervolgens een aantal malen herzien:

- de herziening van Rome van 2 juni 1928 (*Stb.* 1931, 361);
- de herziening van Brussel van 26 juni 1948 ¹⁾ (*Trb.* 1955, 45);
- de herziening van Stockholm van 14 juli 1967 ²⁾ (*Le Droit d'Auteur* 1967 No. 8 - blz. 173 e.v.)

Op 14 juli 1967 werd wijders te Stockholm gesloten een Protocol bij de Conventie inzake ontwikkelingslanden ²⁾ (*Le Droit d'Auteur* 1967 No. 8 - blz. 183 e.v.).

1) Hierbij is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

2) Nog niet in werking getreden.

Op 6 september 1952 werd te Genève gesloten de Universele Auteursrecht Conventie (*Trb.* 1955, 46, *Trb.* 1955, 72, *Trb.* 1960, 34 en *Trb.* 1967, 208). Bij deze Conventie behoren een Protocol 1 (inzake de bescherming van werken van staatlozen en vluchtelingen), een Protocol 2 (inzake de toepassing der Conventie op werken van bepaalde internationale organisaties) en een Protocol 3 (inzake voorwaardelijke bekrachtiging, aanvaarding of toetreding).

Op het gebied van de „droits voisins du droit d'auteur" werd op 26 oktober 1961 te Rome gesloten het Internationaal Verdrag betreffende de bescherming van vertolkende of uitvoerende kunstenaars, van vervaardigers van fonogrammen en van radio-omroepen¹⁾ (*Recueil des Traités* van de Verenigde Naties, deel 496, blz. 43).

Plurilaterale overeenkomsten

Onder auspiciën van de Raad van Europa werden gesloten:

- de Europese Overeenkomst betreffende de uitwisseling van programma's door middel van televisiefilms (Parijs, 15 december 1958, *Trb.* 1964, 150 en *Trb.* 1967, 37)
- de Europese Overeenkomst betreffende de bescherming van televisieuitzendingen¹⁾ (Straatsburg, 22 juni 1960, *Trb.* 1964, 149);

Op 22 januari 1965 werd te Straatsburg een Protocol bij deze Overeenkomst¹⁾ (*Recueil des Traités* der Verenigde Naties, deel 546, blz. 268) gesloten.

Bilaterale overeenkomsten

Op 14 oktober en 4 december 1899 werden tussen de Nederlandse en de Amerikaanse Regering nota's gewisseld betreffende de bescherming van auteursrechten (*Lagemans*, *Recueil des Traités et Conventions conclus par le Royaume des Pays-Bas*, deel XIV, nr. 903; vergelijk ook *Stert.* 1899, 288).

Op 18, 26 en 27 april 1910 werden tussen de Nederlandse en de Amerikaanse Regering brieven gewisseld betreffende de bescherming van auteursrechten. De tekst dezer brieven luidt als volgt:

No. I

AMERICAN LEGATION

The Hague - Netherlands
No. 288.

April 18, 1910.

Sir:

I am desired by my Government to transmit to Your Excellency the enclosed copy of an Act of the Congress of the United States of America, approved March 3, 1909, entitled "An act to amend and consolidate the acts respecting

1) Hierbij is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

copyright", and to call the attention of Your Excellency to the fact that the benefits of the statute in question are extended to the citizens of foreign States only after a proclamation of the President, to be issued under conditions specified in section one, clause (E), and section eight.

It will be observed that, as is doubtless already known to Your Excellency, the copyright secured by the Act in question extends to the work of an author or proprietor, who is a foreign subject, not domiciled within the United States at the time of the first publication of his work, only when the state of which said author or proprietor is a subject grants either by treaty, convention, agreement or law, to citizens of the United States the benefit of copyright on substantially the same basis as to its own subjects, or copyright protection substantially equal to the protection secured to such foreign author under this Act or by treaty: or when such foreign state is a party to an international agreement which provides for reciprocity in the granting of copyright, by the terms of which agreement the United States may, at their pleasure, become party thereto. Clause (2) of section one of the Act provides for a new and additional copyright protection under that Act, to wit a provision securing a copyright controlling the parts of instruments serving to reproduce mechanically musical works, under certain conditions therein set forth. In cases, therefore, where the reciprocal character of copyright protection is based on the substantial equality of the protection secured to a foreign author under the Act in question and the protection secured a citizen of the United States in the state of the foreign author, it will have to be shown that a provision similar to that contained in clause (2) of section one of the Act in question have been adopted by the state, whose subjects claim copyright protection in the United States under this law, as a condition precedent to that new proclamation by the President of the United States of America which is made necessary by the passage of this Act.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(sd.) A. M. BEAUPRE.

*To His Excellency
Jhr. mr. R. de Marees van Swinderen,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.*

No. II

AMERICAN LEGATION

The Hague - Netherlands

No. 295.

April 26, 1910.

Sir:

I have the honor to refer to my N° 288, of the eighteenth instant, which I addressed to Your Excellency in regard to the Act of the Congress of the United States, approved March 3, 1909, entitled "An Act to amend and consolidate the Acts respecting copyright", and, in that connection, to transmit to Your Excellency herewith, copy of a Proclamation of the President of the United States of the ninth instant, extending to Netherlands subjects and possessions the benefits of said copyright Act, of which a copy was sent Your Excellency with the note to which I have referred above, with the exception of the provision of the Act in question under clause (e) of section one, thereof. As pointed out in my note to Your Excellency of the eighteenth instant, clause (e) of section one of the Act provides for a copyright controlling the parts of instruments serving to reproduce works, under certain conditions therein stated; the benefits of this provision are not extended to the subjects of Your Excellency's Government pending Your Excellency's reply to my note of the eighteenth instant and appropriate action, in view thereof, on the part of the President of the United States.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

To His Excellency

Jhr. mr. R. de Marees van Swinderen,

Minister for Foreign Affairs,

The Hague.

(sd.) A. M. BEAUPRÉ

De tekst van de in de hierboven afgedrukte brief genoemde Proclamatie van de President van de Verenigde Staten van Amerika luidt:

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
A PROCLAMATION

Whereas it is provided by the Act of Congress of March 4, 1909, entitled "An Act to amend and consolidate the Acts respecting Copyright," that the benefits of said Act, excepting the benefits under Section I (e) thereof, as to which special conditions are imposed, shall extend to the work of an author or proprietor who is a citizen or subject of a foreign state or nation, only upon certain conditions set forth in Section 8 of said Act, to wit:

(a) When an alien author or proprietor shall be domiciled within the United States at the time of the first publication of his work; or

(b) When the foreign state or nation of which such author or proprietor is a citizen or subject grants, either by treaty, convention, agreement or law, to citizens of the United States the benefit of copyright on substantially the same basis as to its own citizens, or copyright protection substantially equal to the protection secured to such foreign author under this Act or by treaty; or when such foreign state or nation is a party to an international agreement which provides for reciprocity in the granting of copyright, by the terms of which agreement the United States may, at its pleasure, become a party thereto:

And, whereas, it is also provided by said section that "The existence of the reciprocal conditions aforesaid shall be determined by the President of the United States, by proclamation made from time to time as the purposes of this Act may require":

And, whereas satisfactory evidence has been received that in Austria, Belgium, Chile, Costa Rica, Cuba, Denmark, France, Germany, Great Britain and her possessions, Italy, Mexico, the Netherlands and possessions, Norway, Portugal, Spain, and Switzerland the law permits and since July 1, 1909, has permitted to citizens of the United States the benefit of copyright on substantially the same basis as to citizens of those countries:

Now, therefore, I, William Howard Taft, President of the United States of America, do declare and proclaim that one of the alternative conditions specified in Section 8 of the Act of March 4, 1909, is now fulfilled, and since July 1, 1909, has continuously been fulfilled, in respect to the citizens or subjects of Austria, Belgium, Chile, Costa Rica, Cuba, Denmark, France, Germany, Great Britain and her possessions, Italy, Mexico, the Netherlands and possessions, Norway, Portugal, Spain, and Switzerland, and that the citizens or subjects of the aforementioned countries are and since July 1, 1909, have been entitled to all of the benefits of the said Act other than the benefits under Section I (e) thereof, as to which the inquiry is still pending.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington this ninth day of April in the year of our Lord one thousand nine hundred and ten, and of the Independence of the United States of America the one hundred and thirty-fourth.

(sd.) Wm H. TAFT

By the President:

(sd.) P. C. Knox, *Secretary of State*.

[No. 1021.]

No. III

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Direction Politique

No. 8471

La Haye, le 27 avril 1910.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de son office du 18 courant, no. 288, par lequel Elle a bien voulu appeler mon attention sur les dispositions de la nouvelle loi concernant le droit d'auteur pour autant qu'elle s'applique aux étrangers.

En vous remerciant de cette communication je saisis etc.

(s.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

A l'Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire
des Etats-Unis de l'Amérique,
La Haye

Op 2 oktober 1922 en 3 april 1923 werden te 's-Gravenhage tussen de Nederlandse en de Amerikaanse Regering nota's gewisseld met betrekking tot de bescherming van auteursrechten inzake muziekwerken (Recueil des Traités van de Volkenbond, deel XXI, blz. 176. Vergelijk ook *Stcrt.* 1923, 78).

Nationale wetgeving

Wet van 23 september 1912 (*Stb.* 308), houdende nieuwe regeling van het auteursrecht (Auteurswet 1912), zoals laatstelijk gewijzigd bij de Wet van 22 mei 1958 (*Stb.* 296);

Besluit van 30 oktober 1915 (*Stb.* 452), tot vaststelling van de algemene maatregel van bestuur, bedoeld in artikel 50f der Auteurswet 1912 (Besluit Commissie van Advies);

Besluit van 12 oktober 1932 (*Stb.* 496), tot vaststelling van de algemene maatregel van bestuur, bedoeld bij artikel 30a, vijfde lid, der Auteurswet 1912, gelijk deze luidt ingevolge de Wet van 11 februari 1932 (*Stb.* 45) (Besluit bemiddeling muziekauteursrecht), zoals gewijzigd bij Besluit van 23 december 1968 (*Stb.* 724);

Beschikking van de Minister van Justitie van 24 maart 1933 (*Stcrt.* 60) betreffende muziekauteursrecht.

Beschikking van de Minister van Justitie van 29 september 1969 (*Stcrt.* 194) betreffende aanwijzing als groepen van hen, die muziekwerken in het openbaar uitvoeren.

C. Intellectuele eigendom

Op 14 juli 1967 werd te Stockholm gesloten het Verdrag tot oprichting van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom¹⁾ (tekst in het onderhavige *Tractatenblad*).

De Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle; World Intellectual Property Organization) (OMPI; WIPO) beoogt de bescherming van de intellectuele eigendom te bevorderen, alsmede de administratieve samenwerking tussen de Unie tot bescherming van de industriële eigendom en het Internationaal Verbond voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst te verzekeren.

In de plaats van de respectieve Bureaus, welke in de praktijk reeds waren versmolten tot de Verenigde Internationale Bureaus voor de bescherming van de industriële, de letterkundige en de kunstzinnige eigendom (Verenigde Internationale Bureaus voor de bescherming van de intellectuele eigendom) (Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique) (Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle) (BIRPI), zal komen het Internationaal Bureau van de intellectuele eigendom (Bureau international de la propriété intellectuelle; International Bureau of Intellectual Property).

1) Nog niet in werking getreden.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie in artikel 5, lid 2, onder (i), van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1969, 104.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Statuut in artikel 5 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 171.

Van het op 26 oktober 1956 te New York tot stand gekomen Statuut van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie, naar welke Organisatie in artikel 5, lid 2, onder (i), van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1957, 50. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 133.

Uitgegeven de *negenentwintigste* december 1969.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.